



Suppressions d'emplois 2025 : jusqu'où ira la DG ?

Encore 550 suppressions d'emplois à la DGFIP en 2025, soit plus de 50000 depuis 2002 !

PLF 2014	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017	PLF 2018	PLF 2019	PLF 2020	PLF 2021	PLF 2022	PLF 2023	PLF 2024	PLF 2025
-1 988	-2 000	-2 130	-1 630	-1 600	-2 130	-1 500	-1 800	-1 506	-850	-200	-550

Moins nous sommes nombreux, plus l'impact des suppressions d'emplois est démultiplié sur les missions, les collègues et leurs conditions de vie au travail ! C'est la démonstration du peu de considération envers les agent.es et les missions de service public. Pour supprimer les ponts naturels, nous sommes une administration régalienne, mais lorsqu'il s'agit de pérenniser (sacraliser, préserver ?) les emplois, nous sommes la variable d'ajustement.

A la résorption de la dette, chacun devrait prendre sa part ? Quelle blague ! La DGFIP a déjà payé un lourd tribut qui pèse chaque jour sur les agent.es et les missions de service public. Dans ce contexte budgétaire, dont les agent.es ne sont en rien responsables, la DGFIP n'est-elle pas au cœur du financement de l'État ? Les agent.es des Finances Publiques ne sont-ils et elles pas, en entre autres, les personnels en charge du recouvrement des recettes et de la lutte contre la fraude fiscale ?

Pour la CGT Finances Publiques, au contraire, il est urgent d'investir et de recruter à la DGFIP !

Avec son raisonnement imperméable à toute notion de conditions et de sens au travail, de qualité du service rendu, de rôle des missions fiscales, comptables et foncières..., **le gouvernement, les ministres et la DG mènent la DGFIP à sa perte alors que tout concourt à son renforcement !**

Si les moyens étaient donnés aux agent.es pour réaliser pleinement toutes les missions, fini le recours à tous ces cabinets privés de conseil qui « se payent sur la bête », finie l'externalisation des missions comme auprès des buralistes ou l'embauche de contractuels précaires en lieu et place de fonctionnaires titulaires et assermentés !

Après la remise en cause de notre réseau de proximité de pleine compétence, la DG poursuit la mise à mal les missions.

Les politiques destructrices sont toujours à l'œuvre. Alors qu'un gouvernement irresponsable a aggravé le déficit de manière abyssale en réduisant les recettes fiscales et sociales par des cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises pendant 7 ans, on demande maintenant aux agents publics de payer la note en réduisant encore et toujours les missions de service public garantes de l'égalité de traitement des citoyens et de la qualité du service public, c'est inacceptable !

La CGT Finances publiques condamne avec fermeté ces politiques qui sévissent depuis des années et qui ont abouti aujourd'hui à la situation catastrophique de nos services publics.

La CGT Finances Publiques exige un investissement d'urgence pour un service public de proximité, au service de la population et de la société, pour une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Concernant le 95, voici le détail par catégories :

A+	A	B	Géo	C	Total 2025
-1	9	-8	-1	-16	-16

La CGT Finances Publiques 95 appelle les collègues à se saisir de tous les droits à leur disposition (réunions, AG, instances...) pour faire connaître leur exaspération et leur désaccord sur ce que devient leur vie professionnelle, ce que devient l'exercice de leurs missions et le service public rendu, et à réfléchir à ce qu'au contraire cela devrait être.